

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

F. 2009 — 3547

[C — 2009/24375]

10 SEPTEMBRE 2009. — Loi modifiant la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi a pour but principal de se conformer à l'article 126 du Règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission.

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 21 décembre 1998*

Art. 3. A l'article 2, de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^o, modifié par la loi du 27 décembre 2004, les mots « , les articles, » sont insérés entre le mot « préparations » et les mots « les biocides »;

b) entre les points 6^o et 7^o est inséré un nouveau point 6^o bis, rédigé comme suit :

« 6^o bis : article : un objet auquel sont donnés, au cours du processus de fabrication, une forme, une surface ou un dessin particuliers qui sont plus déterminants pour sa fonction que sa composition chimique »;

c) l'article est complété par le point 22^o rédigé comme suit :

« 22^o REACH : Règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission. ».

Art. 4. L'intitulé du chapitre III de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE III. — Dispositions particulières relatives aux substances, préparations et articles »

Art. 5. L'article 7 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Le Roi peut prendre, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, des mesures nécessaires pour l'exécution du règlement REACH. ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

N. 2009 — 3547

[C — 2009/24375]

10 SEPTEMBER 2009. — Wet tot wijziging van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. In de eerste plaats heeft deze wet tot doel te conformeren aan het artikel 126 van de Verordening (EG) nr. 1907/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2006 inzake de registratie en beoordeling van en de autorisatie en beperkingen ten aanzien van chemische stoffen (REACH), tot oprichting van een Europees Agentschap voor chemische stoffen, houdende wijziging van Richtlijn 1999/45/EG en houdende intrekking van Verordening (EEG) nr. 793/93 van de Raad en Verordening (EG) nr. 1488/94 van de Commissie alsmede Richtlijn 76/769/EEG van de Raad en de Richtlijnen 91/155/EEG, 93/67/EEG, 93/105/EG en 2000/21/EG van de Commissie.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 21 december 1998*

Art. 3. In artikel 2, van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productiepatronen en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid, worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de bepaling onder 1^o, gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, wordt het woord « , voorwerpen, » ingevoegd tussen het woord « preparaten » en het woord « biociden »;

b) tussen de punten 6^o en 7^o wordt een nieuw punt 6^o bis ingevoegd, luidende :

« 6^o bis : voorwerp : een object waaraan tijdens de productie een speciale vorm, oppervlak of patroon wordt gegeven waardoor zijn functie in hogere mate wordt bepaald dan door de chemische samenstelling »;

c) het artikel wordt aangevuld met een punt 22^o, luidende :

« 22^o REACH : Verordening (EG) nr. 1907/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2006 inzake de registratie en beoordeling van en de autorisatie en beperkingen ten aanzien van chemische stoffen (REACH), tot oprichting van een Europees Agentschap voor chemische stoffen, houdende wijziging van Richtlijn 1999/45/EG en houdende intrekking van Verordening (EEG) nr. 793/93 van de Raad en Verordening (EG) nr. 1488/94 van de Commissie alsmede Richtlijn 76/769/EEG van de Raad en de Richtlijnen 91/155/EEG, 93/67/EEG, 93/105/EG en 2000/21/EG van de Commissie. ».

Art. 4. Het opschrift van hoofdstuk III, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK III. — Bijzondere bepalingen betreffende stoffen, preparaten en voorwerpen »

Art. 5. Artikel 7 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, maatregelen nemen die nodig zijn voor de uitvoering van de verordening REACH. ».

Art. 6. A l'article 15 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. § 1. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les membres du personnel statutaire ou contractuel du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement désignés à cette fin par le Roi surveillent l'exécution des dispositions de la présente loi et de leurs arrêtés d'exécution ainsi que des règlements de l'Union européenne figurant à l'annexe I de la présente loi et relevant des compétences du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

Les membres du personnel contractuel prêtent serment, préalablement à l'exercice de leurs fonctions, entre les mains du ministre qui a dans ses attributions la Santé publique et le Ministre qui a dans ses attributions l'Environnement, ou de leurs délégué(s) respectifs.

D'autres agents ou personnes peuvent être désignés par le Roi, par arrêté délibéré en conseil des Ministres. Ils prêteront serment, le cas échéant, entre les mains du Ministre qui a dans ses attributions la Santé publique et le ministre qui a dans ses attributions l'Environnement, ou de leurs délégué(s) respectives. »;

b) au paragraphe 2, les mots « fonctionnaires et agents » sont chaque fois remplacés par les mots « membres du personnel statutaire ou contractuel; les mots « fonctionnaire ou agent » sont remplacés par les mots « membre du personnel statutaire ou contractuel ».

c) le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

§ 5. Sauf si un avertissement est donné, tel que visé à l'article 17bis, les membres du personnel statutaire ou contractuel, visés à l'article 15, constatent les infractions à la présente loi, à ses arrêtés d'exécution ou aux règlements figurant à l'annexe I, en dressant des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie du procès-verbal est transmise au contrevenant dans les trente jours suivant la date de la constatation. ».

Art. 7. § 1^{er}. Dans les articles 16 et 17bis de la même loi, les mots « fonctionnaires et agents » ou les mots « fonctionnaires et les agents » sont chaque fois remplacés par les mots « membres du personnel statutaire ou contractuel »; les mots « fonctionnaire ou agent » sont remplacés par les mots « membre du personnel statutaire ou contractuel ».

§ 2. Dans l'article 17, § 1^{er}, 6°, de la même loi, le mot « fonctionnaires » est remplacé par les mots « membres du personnel statutaire ou contractuel ».

Art. 8. A l'article 17 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 11 mai 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le paragraphe 1^{er}, 3°, est remplacé par ce qui suit :

« 3° celui qui enfreint :

a) l'article 5, l'article 7, § 3, l'article 8, § 2, l'article 9, § 4 ou 6, l'article 13, § 4, l'article 14, § 1^{er}, 6 ou 7, l'article 26, § 3, l'article 30, § 3, l'article 31, § 1^{er}, 2, 3, 7 ou 9, l'article 32, § 1^{er} ou 3, l'article 33, § 1^{er} ou 2, l'article 34, l'article 37, § 4, 5, 6 ou 7, l'article 38, § 1^{er}, 3 ou 4, l'article 39, § 1^{er} ou 2, l'article 40, § 4, l'article 50, § 4, l'article 55, l'article 56, § 1^{er} ou 2, l'article 60, § 10, l'article 65 ou l'article 67, § 1^{er}, du règlement REACH; ou

b) une décision de l'Agence européenne des produits chimiques ou de la Commission européenne relative à l'une des références visées au point a) de ce paragraphe; »;

2° dans le paragraphe 2, le chiffre « 40 » est remplacé par le chiffre « 52 »;

3° dans le paragraphe 2, 1°, les mots « et 9 » sont remplacés par les mots « , 9 et 20 »;

Art. 6. In artikel 15 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« Art. 15 § 1^{er}. « Onverminderd de ambtsbevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, zien de daartoe door de Koning aangewezen statutaire of contractuele personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu toe op de uitvoering van de bepalingen van deze wet en van zijn uitvoeringsbesluiten evenals van de verordeningen van de Europese Unie die opgenomen zijn in bijlage I bij deze wet en die behoren tot de bevoegdheden van Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

De contractuele personeelsleden leggen voorafgaand aan de uitoefening van hun functie, de eed af in handen van de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort, of van hun respectieve aangestelde.

Andere ambtenaren of personen kunnen door de Koning worden aangewezen bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Ze zullen de eed afleggen, in voorkomend geval, in handen van de minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort en de minister tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort, of van hun respectieve aangestelde. »;

b) in paragraaf 2 worden de woorden « ambtenaren en beampten » telkens vervangen door de woorden « statutaire of contractuele personeelsleden »; de woorden « ambtenaar of beampte » worden door de woorden « statutair of contractueel personeelslid » vervangen.

c) paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

« § 5. Behoudens wanneer een waarschuwing wordt gegeven zoals vermeld in artikel 17bis, stellen de statutaire of contractuele personeelsleden, bedoeld in artikel 15, de overtreding van deze wet, van de in de bijlage I opgesomde verordeningen of van de ten uitvoer genomen besluiten, vast in processen-verbaal, die bewijskracht hebben behoudens tegenbewijs. Een afschrift ervan wordt binnen de dertig kalenderdagen na de vaststelling aan de overtreder toegezonden. ».

Art. 7. § 1. In artikels 16 en 17bis van dezelfde wet worden de woorden « ambtenaren en beampten » telkens vervangen door de woorden « statutaire of contractuele personeelsleden »; de woorden « ambtenaar of beampte » worden door de woorden « statutair of contractueel personeelslid » vervangen.

§ 2. In artikel 17, § 1^{er}, 6°, van dezelfde wet worden de woorden « ambtenaren » vervangen door de woorden « statutaire of contractuele personeelsleden ».

Art. 8. In artikel 17 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij de wet van 11 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Paragraaf 1, 3°, wordt vervangen als volgt :

« 3° hij die inbreuk pleegt op :

a) artikel 5, artikel 7, § 3, artikel 8, § 2, artikel 9, §§ 4 of 6, artikel 13, § 4, artikel 14, § 1, 6 of 7, artikel 26, § 3, artikel 30, § 3, artikel 31, § 1, 2, 3, 7 of 9, artikel 32, § 1 of 3, artikel 33, § 1 of 2, artikel 34, artikel 37, § 4, 5, 6 of 7, artikel 38, § 1, 3 of 4, artikel 39, § 1 of 2, artikel 40, § 4, artikel 50, § 4, artikel 55, artikel 56, § 1 of 2, artikel 60, § 10, artikel 65 of artikel 67, § 1, van de verordening REACH; of

b) een beslissing van het Europees Agentschap voor chemische stoffen of van de Europese Commissie die betrekking heeft op een van de verwijzingen in punt a) van deze paragraaf; »;

2° in paragraaf 2 wordt het getal « 40 » vervangen door het getal « 52 »;

3° in paragraaf 2, 1°, worden de woorden « en 9 » vervangen door de woorden « , 9 en 20 »;

4° le paragraphe 2, 4°, est remplacé par ce qui suit :

« 4° celui qui enfreint :

a) l'article 6, § 1^{er} ou 3, l'article 7, § 1^{er}, 2 ou 5, l'article 9, § 2, l'article 11, § 1^{er}, l'article 12, § 2, l'article 13, § 1^{er} ou 3, l'article 17, § 1^{er}, l'article 18, § 1^{er}, l'article 19, § 1^{er}, l'article 22, § 1^{er}, 2 ou 4, l'article 24, § 2, l'article 25, § 1^{er} ou 2, l'article 26, § 1^{er}, l'article 30, § 1^{er}, 2 ou 4, l'article 31, § 5 ou 8, l'article 32, § 2, l'article 36, § 1^{er} ou 2, l'article 37, § 2 ou 3, l'article 41, § 4, l'article 46, § 2, l'article 49, l'article 50, § 2 ou 3, l'article 53, § 2 ou 3, l'article 61, § 1^{er} ou 3, l'article 63, § 3, l'article 66, § 1^{er}, l'article 105, l'article 113, § 1^{er} ou 3 du règlement REACH; ou

b) une décision de l'Agence européenne des produits chimiques ou de la Commission européenne relative à l'une des références visées au point a) de ce paragraphe; »;

5° dans le paragraphe 2 *bis*, le mot « cent » est abrogé.

Art. 9. A l'article 17 *bis* de la même loi, inséré par la loi du 28 mars 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, le mot « quinze » est remplacé par le mot « trente »;

2° l'alinéa 2, c), est remplacé par ce qui suit :

« c) que, si aucune suite n'est donnée à l'avertissement, un procès-verbal sera dressé, et il sera donné suite selon les dispositions de l'article 18 »;

3° le même article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le présent article ne s'applique pas aux infractions relatives à :

a) l'article 5, l'article 6, §§ 1^{er} ou 3, l'article 7, §§ 1^{er} ou 5, l'article 8, § 2, l'article 9 §§ 2 ou 4, l'article 13, §§ 1^{er} ou 3, l'article 14, §§ 1^{er} ou 6, l'article 17, § 1^{er}, l'article 18, § 1^{er}, l'article 22, § 2, l'article 25, § 1^{er}, l'article 30, § 1^{er}, l'article 31, §§ 1^{er}, 3 ou 8, l'article 32, §§ 1^{er} ou 2, l'article 36, §§ 1^{er} ou 2, l'article 40, § 4, l'article 41, § 4, l'article 46, § 2, l'article 49, l'article 50, § 4, l'article 56, §§ 1^{er} ou 2, l'article 65, l'article 66, § 1^{er}, l'article 67, § 1^{er}, ou l'article 105 du Règlement REACH; ou

b) une décision de l'Agence européenne des produits chimiques ou de la Commission européenne relative à l'une des références visées au point a) de ce paragraphe; ».

Art. 10. A l'article 18 de la même loi, modifié par la loi du 28 mars 2003, les §§ 1^{er} à 7 sont remplacés par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les infractions à la présente loi, aux arrêtés pris en exécution de celle-ci ou aux règlements de la Communauté européenne mentionnés dans son annexe I, punissables en vertu de l'article 17, §§ 1, 2 ou 2*bis*, font l'objet soit de poursuites pénales soit d'une amende administrative telle que visée au présent article.

§ 2. Les membres du personnel statutaire ou contractuel désignés par le Roi en vertu de l'article 15, § 1^{er}, envoient le procès-verbal qui constate l'infraction :

a) en cas d'infraction punissable en vertu de l'article 17, § 1^{er}, au procureur du Roi ainsi qu'une copie au fonctionnaire, titulaire d'une licence ou d'un master en droit, désigné par le Roi;

b) en cas d'infraction punissable en vertu de l'article 17, § 2, au fonctionnaire mentionné au point a).

§ 3. Dans le cadre du paragraphe 2, a), le procureur du Roi décide s'il y a lieu ou non de poursuivre pénalement. Les poursuites pénales excluent l'application d'une amende administrative, même si un acquittement les clôture.

Le procureur du Roi dispose d'un délai de trois mois à compter du jour de la réception du procès-verbal pour notifier sa décision au fonctionnaire désigné par le Roi. Dans le cas où le procureur du Roi renonce à intenter des poursuites pénales ou omet de notifier sa décision dans le délai fixé, le fonctionnaire désigné par le Roi, suivant les modalités et conditions qu'il fixe, décide, après avoir mis l'intéressé en mesure de présenter ses moyens de défense s'il y a lieu de proposer une amende administrative du chef de l'infraction.

4° paragraaf 2, 4°, wordt vervangen als volgt :

« 4° hij die inbreuk pleegt op :

a) artikel 6, § 1 of 3, artikel 7, § 1, 2 of 5, artikel 9, § 2, artikel 11, § 1, artikel 12, § 2, artikel 13, § 1 of 3, artikel 17, § 1, artikel 18, § 1, artikel 19, § 1, artikel 22, § 1, 2 of 4, artikel 24, § 2, artikel 25, § 1 of 2, artikel 26, § 1, artikel 30, § 1, 2 of 4, artikel 31, § 5 of 8, artikel 32, § 2, artikel 36, § 1 of 2, artikel 37, § 2 of 3, artikel 41, § 4, artikel 46, § 2, artikel 49, artikel 50, § 2 of 3, artikel 53, § 2 of 3, artikel 61, § 1 of 3, artikel 63, § 3, artikel 66, § 1, artikel 105, artikel 113, § 1 of 3, van de verordening (EG) REACH; of

b) een beslissing van het Europees Agentschap voor chemische stoffen of van de Europese Commissie die betrekking heeft op een van de verwijzingen in punt a) van deze paragraaf; »;

5° in de Franse tekst van paragraaf 2 *bis* wordt het woord « cent » opgeheven.

Art. 9. In artikel 17 *bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 28 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid wordt het woord « vijftien » door het woord « dertig » vervangen;

2° het tweede lid, c), wordt vervangen als volgt :

« c) dat, als geen gevolg gegeven wordt aan de waarschuwing, een proces-verbaal zal opgesteld worden, en gevolg gegeven zal worden volgens de bepalingen van artikel 18 »;

3° hetzelfde artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Dit artikel is niet van toepassing op overtredingen van :

a) artikel 5, artikel 6, §§ 1 of 3, artikel 7, §§ 1 of 5, artikel 8, § 2, artikel 9, §§ 2 of 4, artikel 13, §§ 1 of 3, artikel 14, §§ 1 of 6, artikel 17, § 1, artikel 18, § 1, artikel 22, § 2, artikel 25, § 1, artikel 30, § 1, artikel 31, §§ 1, 3 of 8, artikel 32, §§ 1 of 2, artikel 36, §§ 1 of 2, artikel 40, § 4, artikel 41, § 4, artikel 46, § 2, artikel 49, artikel 50, § 4, artikel 56, §§ 1 of 2, artikel 65, artikel 66, § 1, artikel 67, § 1, of artikel 105 van de Verordening REACH; of

b) een beslissing van het Europees Agentschap voor chemische stoffen of van de Europese Commissie die betrekking heeft op een van de verwijzingen in punt a) van deze paragraaf; ».

Art. 10. Artikel 18, §§ 1 tot 7, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 28 maart 2003, worden vervangen als volgt :

« § 1. De overtredingen van deze wet of van de besluiten tot uitvoering ervan, of van de verordeningen van de Europese Gemeenschap vermeld in de bijlage I bij deze wet, die strafbaar gesteld zijn door artikel 17, §§ 1^{er}, 2 of 2*bis*, maken voorwerp uit van ofwel strafrechtelijke vervolgingen ofwel van een administratieve boete zoals bedoeld in dit artikel.

§ 2. De overeenkomstig artikel 15, § 1, door de Koning aangewezen statutaire of contractuele personeelsleden, sturen het proces-verbaal dat het misdrijf vaststelt :

a) in geval van overtredingen die strafbaar gesteld zijn door artikel 17, § 1, naar de procureur des Konings, alsook een afschrift ervan naar de door de Koning aangeduide ambtenaar, houder van een licentiaat of van een master in de rechten;

b) in geval van overtredingen die strafbaar gesteld zijn door artikel 17, § 2, naar de in a) bedoelde ambtenaar.

§ 3. In het geval van paragraaf 2, a), beslist de procureur des Konings of hij al dan niet strafrechtelijk vervolgt. Strafvervolging sluit administratieve geldboete uit, ook wanneer de vervolging tot vrijspraak heeft geleid.

De procureur des Konings beschikt over een termijn van drie maanden, te rekenen van de dag van ontvangst van het proces-verbaal, om van zijn beslissing kennis te geven aan de door de Koning aangeduide ambtenaar. Ingeval de procureur des Konings van strafvervolging afziet of verzuimt binnen de gestelde termijn van zijn beslissing kennis te geven, beslist de door de Koning aangeduide ambtenaar overeenkomstig de nadere regels en voorwaarden die Hij bepaalt, of overens het misdrijf een administratieve geldboete moet worden voorgesteld, nadat de betrokkene de mogelijkheid geboden werd zijn verweermiddelen naar voor te brengen.

§ 4. Dans le cadre du paragraphe 2, b), le fonctionnaire peut proposer à l'auteur d'une infraction une amende administrative, après avoir mis l'intéressé en mesure de présenter ses moyens de défense.

Si aucune proposition d'amende administrative n'est faite, le procès-verbal est transmis au procureur de Roi. Si une proposition d'amende administrative a été faite, une copie du procès-verbal est transmise au procureur du Roi à titre informatif.

§ 4bis. Le montant de l'amende administrative visée aux paragraphes 3 et 4 ne peut être inférieur à la moitié du minimum de l'amende prévue par la disposition légale violée, ni supérieur à un vingtième du maximum de cette amende.

Ces montants sont majorés des décimes additionnels fixés pour les amendes pénales.

Les frais faisant suite à la recherche et la constatation d'infractions sont à charge de l'instance de contrôle. Les coûts de contre-expertise sont à charge de l'intéressé. »

§ 5. En cas de concours d'infractions, les montants des amendes administratives sont cumulés, sans que leur total puisse excéder le maximum prévu à l'article 17, § 1^{er}, deuxième alinéa.

§ 6. Le paiement de l'amende administrative visée aux paragraphes 3 et 4 éteint l'action publique.

§ 7. Si l'intéressé reste en défaut de payer l'amende mentionné au paragraphe 4 dans le délai prévu, le dossier est transmis au procureur du Roi.

§ 7 bis. Si l'intéressé demeure en défaut de payer l'amende, mentionné au paragraphe 3 dans le délai fixé, le fonctionnaire poursuit le paiement de l'amende devant le tribunal compétent. Les dispositions du Code judiciaire, notamment la quatrième Partie, Livre II et Livre III, sont d'application. »

Art. 11. A l'article 20 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « annexe » est remplacé par les mots « annexe I ».

2° dans la deuxième phrase de cet article, le mot « détermine » est remplacé par les mots « peut déterminer ».

Art. 12. Dans la même loi, l'article 20bis, inséré par la loi du 9 juillet 2004 et modifié par la loi du 27 décembre 2004, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Sans préjudice de l'article 57 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses et de l'article 82 de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977, les redevances mentionnées à l'article 14, du Règlement (CE) n° 340/2008 de la Commission relatif aux redevances et aux droits dus à l'Agence européenne des produits chimiques en application du règlement (CE) n° 1907/2006 du parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH) sont transférées au Fonds pour les matières premières et les produits, visé dans la loi organique créant des fonds budgétaires. »

Art. 13. A l'annexe I, telle que visée à l'article 11, 1° de la présente loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Règlement (CEE) n° 793/93 du conseil du 23 mars 1993 sur l'évaluation et le contrôle des risques des substances chimiques, J.O. 1993, L 84/1. » sont abrogés.

2° l'annexe I est complétée par un alinéa rédigé comme suit :

« Règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission ».

§ 4. In het geval van paragraaf 2, b), kan de ambtenaar aan de overtreder, een administratieve boete voorstellen, nadat de betrokkene de mogelijkheid geboden werd zijn verweermiddelen naar voor te brengen.

Indien geen voorstel tot administratieve boete wordt uitgebracht, wordt het proces-verbaal toegezonden aan de procureur des Konings. Indien een voorstel van administratieve boete werd voorgesteld, wordt ter informatie een kopie van het proces-verbaal aan de procureur des Konings verzonden.

§ 4bis. Het bedrag van de administratieve geldboete in paragrafen 3 en 4 mag niet lager zijn dan de helft van het minimum van de geldboete bepaald door de overtreden wettelijke bepaling, noch hoger dan een twintigste van het maximum van deze boete.

Deze bedragen worden vermeerderd met de opdecimen vastgesteld voor de strafrechtelijke geldboeten.

De opsporings- en vaststellingskosten zijn ten laste van de controlerende instantie. De kosten van het tegenonderzoek zijn ten laste van de betrokkene;

§ 5. Bij samenloop van verschillende misdrijven worden de bedragen van de administratieve geldboeten samengevoegd, zonder dat deze samen hoger mogen zijn dan het maximumbedrag bedoeld in artikel 17, § 1, tweede lid, van deze wet.

§ 6. De betaling van de administratieve geldboete als bedoeld in paragrafen 3 en 4 doet de strafvordering vervallen.

§ 7. Blijft de betrokkene in gebreke om de geldboete bedoeld in paragraaf 4 te betalen binnen de gestelde termijn dan wordt het dossier overgemaakt aan de procureur des Konings.

§ 7 bis. Blijft de betrokkene in gebreke om de geldboete bedoeld in paragraaf 3 binnen de gestelde termijn te betalen, dan vordert de ambtenaar de betaling van de geldboete voor de bevoegde rechtbank. De bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid die van het vierde deel, boek II en boek III, zijn van toepassing. »

Art. 11. In artikel 20 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « bijlage » wordt vervangen door de woorden « bijlage I ».

2° in de tweede zin van dit artikel wordt het woord « bepaalt » vervangen door de woorden « kan bepalen ».

Art. 12. Artikel 20bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 9 juli 2004 en gewijzigd bij wet van 27 december 2004, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende :

« § 2. Onverminderd artikel 57 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, en artikel 82 van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977 worden de vergoedingen zoals bepaald in artikel 14, van de Verordening 340/2008 betreffende de aan het Europees Agentschap voor chemische stoffen te betalen vergoedingen krachtens verordening (EG) nr. 1907/2006 van het Europees Parlement en de Raad inzake de registratie en beoordeling van en de autorisatie en beperkingen ten aanzien van chemische stoffen (REACH) uitgevaardigd aan het Fonds voor grondstoffen en producten, bedoeld in de organieke wet houdende oprichting van begrotingsfondsen. »

Art. 13. In bijlage I, zoals bedoeld in artikel 11, 1° van de huidige wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Verordening (EEG) nr. 793/93 van de Raad van 23 maart 1993 inzake de beoordeling en de beperking van de risico's van bestaande stoffen, P.B. 1993, L 84/1. » worden opgeheven.

2° bijlage I wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Verordening (EG) nr. 1907/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2006 inzake de registratie en beoordeling van en de autorisatie en beperkingen ten aanzien van chemische stoffen (REACH), tot oprichting van een Europees Agentschap voor chemische stoffen, houdende wijziging van Richtlijn 1999/45/EG en houdende intrekking van Verordening (EEG) nr. 793/93 van de Raad en Verordening (EG) nr. 1488/94 van de Commissie alsmede Richtlijn 76/769/EEG van de Raad en de Richtlijnen 91/155/EEG, 93/67/EEG, 93/105/EG en 2000/21/EG van de Commissie ».

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 14. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Les articles 6, 7 et 10 entrent en vigueur à une date déterminée par le Roi.

L'article 9, 3°, entre en vigueur 6 mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Chateaufort-de-Grasse, le 10 septembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre
et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

La Ministre des P.M.E., des Indépendants,
de l'Agriculture et de la Politique scientifique,
Mme S. LARUELLE

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,
V. VAN QUICKENBORNE

Le Ministre du Climat et de l'Energie,
P. MAGNETTE

Scellé du Sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

—
Note

(1) *Session 2009.*

Documents. — Projet de loi, n° 52-2093/1. — Annexe, n° 52-2093/2. — Rapport fait au nom de la commission, n° 52-2093/3. — Texte corrigé par la commission, n° 52-2093/4. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 52-2093/5. — Projet évoqué par le Sénat, n° 4-1396/1. — Rapport fait au nom de la commission, n° 4-1396/2. — Décision de ne pas amender, n° 4-1396/3.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 14. Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

De artikelen 6, 7 en 10 treden in werking op een door de Koning te bepalen datum.

Artikel 9, 3°, treedt in werking 6 maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Chateaufort-de-Grasse, 10 september 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van K.M.O.'s, Zelfstandigen,
Landbouw en Wetenschapsbeleid,
Mevr. S. LARUELLE

Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Klimaat en Energie,
P. MAGNETTE

Met 's Lands Zegel bekleed :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

—
Nota

(1) *Zitting 2009.*

Documenten. — Wetsontwerp, nr. 52-2093/1. — Bijlage, nr. 52-2093/2. — Verslag namens de commissie, nr. 52-2093/3. — Tekst verbeterd door de commissie, nr. 52-2093/4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 52-2093/5. — Ontwerp, geëvoceerd door de Senaat, nr. 4-1396/1. — Verslag namens de commissie, nr. 4-1396/2. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 4-1396/3.

AGENCE FEDERALE DES MEDICAMENTS
ET DES PRODUITS DE SANTE

F. 2009 — 3548 (2008 — 4682)

[C — 2009/18411]

19 DECEMBRE 2008. — Loi relative à l'obtention et à l'utilisation de matériel corporel humain destiné à des applications médicales humaines ou à des fins de recherche scientifique. — Errata

Au *Moniteur belge* du 30 décembre 2008, 2008/18385, p. 68780, article 8; doit être lu comme suit dans le texte néerlandophone : « de wegneming, de verkrijging » au lieu de « de wegneming de verkrijging ».

Au *Moniteur belge* du 30 décembre 2008, 2008/18385, p. 68785, article 25, doit être lu comme suit : « 19 décembre 2008 » au lieu de « ... ».

Au *Moniteur belge* du 30 décembre 2008, 2008/18385, p. 68786, article 40, doit être lu comme suit : « 19 décembre 2008 » au lieu de « ... ».

Au *Moniteur belge* du 30 décembre 2008, 2008/18385, p. 68787, article 41, doit être lu comme suit : « 19 décembre 2008 » au lieu de « ... ».

FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR GENEESMIDDELEN
EN GEZONDHEIDSPRODUCTEN

N. 2009 — 3548 (2008 — 4682)

[C — 2009/18411]

19 DECEMBER 2008. — Wet inzake het verkrijgen en het gebruik van menselijk lichaamsmateriaal met het oog op de geneeskundige toepassing op de mens of het wetenschappelijk onderzoek. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 30 december 2008, 2008/18385, blz. 68780, artikel 8, dient gelezen te worden in de Nederlandstalige tekst : « de wegneming, de verkrijging » in plaats van « de wegneming de verkrijging ».

In het *Belgisch Staatsblad* van 30 december 2008, 2008/18385, blz. 68785, artikel 25, dient gelezen te worden : « 19 december 2008 » in plaats van « ... ».

In het *Belgisch Staatsblad* van 30 december 2008, 2008/18385, blz. 68786, artikel 40, dient gelezen te worden : « 19 december 2008 » in plaats van « ... ».

In het *Belgisch Staatsblad* van 30 december 2008, 2008/18385, blz. 68787, artikel 41, dient gelezen te worden : « 19 december 2008 » in plaats van « ... ».